

COMMUNE DE PRAYSSAS

PROCES VERBAL SÉANCE DU 26 MAI 2026

Nombre de Conseillers :

En exercice	15
Présents	12
Votants	12

Le vingt-six mai deux mille vingt-six à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Prayssas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel CORRADINI, doyen d'âge.

Date de convocation :
21 mai 2026

PRESENTS : Philippe BOUSQUIER, Christiane BERTEAU, Carole CAUBET, Michel CORRADINI, Laurent FLORENTIN, Joël LABAT, Françoise LACOMBE, Gérard MALAURE, Catherine MOULIN, Christian PECOURNEAU, Patricia POTHIER, Soumaya ZINE.

Absents : Sonia VENASSY, Jean-Pierre BRACQUEMART, Charles MERLY

Secrétaire de séance : Michel CORRADINI



Objet : Approbation Procès-Verbal

Séance du 28 avril 2026

Vu le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour dont 0 pouvoir, 0 voix Contre et 0 Abstention**

*Délibération n° 55-2026
Transmis Préfecture le 29/05/2026
Publié le 01/06/2026*

ADOpte le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026

ANNEXE 1



Objet : Création emploi permanent

Adjoint technique à temps complet

*Délibération n° 56-2026
Transmis Préfecture le 02/06/2026
Publié le 01/06/2026*

Mr Le Maire rappelle au Conseil Municipal que conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

M. le Maire indique qu'il est nécessaire de consolider l'effectif des services techniques, suite aux absences d'agent et à de futur départ en retraite, et prévoir ainsi la continuité du service.

Mr le Maire propose au Conseil Municipal, de créer un emploi d'Agent polyvalent des services techniques à temps complet (35h) relevant de la catégorie C, au grade de adjoint technique, adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe, ou adjoint technique principal 1^{ère} classe.

L'agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes :

- entretien des espaces verts, de la voirie et des espaces publics
- entretien des bâtiments communaux (interventions techniques)
- entretien du matériel

Ce poste pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C sur un des grades du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient) et complété par l'article L.332-9 du code général de la fonction publique.

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE

Reçu le 06/07/2026

Le contrat relevant de l'article L.332-8 2°, est d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans, conformément à l'article L332.-9. Au-delà, si ce contrat est reconduit, il ne peut l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DECIDE de créer un emploi de agent polyvalent des services techniques à temps complet, à compter du 1^{er} septembre 2026, relevant de la catégorie C du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux de la filière technique.

PRECISE que :

- cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de la catégorie C.
- En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi peut être exercé par un contractuel relevant de la catégorie C dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° (polyvalence requise : espaces verts, bâtiments) et complété par l'article L.332-9 du Code Général de la Fonction Publique. Il devra, dans ce cas, justifier d'une expérience sur l'entretien des espaces verts et de connaissances en petits travaux du bâtiment (plomberie/électricité de base, soudure,...)
- La rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement
- M. Le Maire est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026



Objet : Modification temps emploi

Adjoint technique principal 2^{ème}
classe temps non complet 28h15

Délibération n° 57-2026

Transmis Préfecture le 29/05/2026

Publié le 01/06/2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal que depuis la rentrée scolaire de septembre 2025, l'organisation du service scolaire a évolué. En effet, un agent assure un rôle de référent, mission visant à assurer un rôle de coordination entre les fonctions des différents agents, les enseignants et les élus communaux.

Il indique que la mission de référent assurée par cet agent demande du temps de travail supplémentaire par rapport à ses missions initiales.

Compte tenu de ces éléments, M. le maire indique qu'il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi correspondant.

Il précise que cet agent occupe un poste à temps non complet annualisé.

Cette modification n'est pas assimilée à une suppression d'emploi car elle :

- Ne modifie pas au-delà de 10% la durée initiale de l'emploi
- N'a pas pour conséquence la perte de l'affiliation du fonctionnaire concerné à la CNRACL (seuil d'affiliation 28 h par semaine)

M. Le Maire propose de modifier la durée hebdomadaire de l'emploi en question à compter du 1^{er} juin 2026 de la façon suivante :

- ancienne durée hebdomadaire : 28h15
- nouvelle durée hebdomadaire : 29h03

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L542-1 à L.542-5,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

~~DECIDE de modifier l'emploi d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe, affecté aux services scolaires, initialement à 28h15 à une nouvelle durée de 29h03~~

PRECISE que les crédits sont inscrits au budget 2026

Objet : OPAH-Rénovation urbaine

Attribution de subvention

*Délibération n° 58-2026
Transmis Préfecture le
29/05/2026
Publié le 01/06/2026*

M. le Maire rappelle que la commune est engagée dans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement urbain (OPAH-RU). La Communauté de commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas est maître d'ouvrage de l'opération. Il précise que la commune intervient en abondement des aides de l'ANAH sur les dossiers portés par les propriétaires bailleurs. Vu la délibération n°04-2026 du 02 février 2026 fixant les conditions d'attribution d'une aide financière aux dossiers d'OPAH-RU présentés par des propriétaires bailleurs. Vu l'instruction réalisée par les services instructeurs de l'ANAH et de la communauté de communes, Considérant les dossiers d'OPAH-RU transmis par la Communauté de commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas pour :

- SCI Château de Moncuquet (immeuble 1rue royale)
- M. MERLY Charles (transformation d'usage 1 rue JJ Rousseau)

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

ATTRIBUE une aide financière à

- SCI Château de Moncuquet, d'un montant de 2000 €, pour la réhabilitation complète de l'immeuble situé 1 rue Royale avec création de 3 logements T 3
- M. MERLY Charles, d'un montant de 2000 €, pour transformation d'usage d'un bâtiment situé 1 rue JJ Rousseau avec création d'un logement T3

Objet : Avis de la commune
sur le projet de PLUI arrêté

*Délibération n° 59-2026
Transmis Préfecture le
04/06/2026
Publié le 01/06/2026*

Mme MOULIN et M. MALAURE quittent la salle et ne prennent pas part au vote

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'urbanisme, notamment l'article L. 153-15 ;
VU la Conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des mairies des communes membres de la Communauté de Commune du Confluent et des Coteaux de Prayssas qui s'est réunie le lundi 14 février 2022 afin de définir les modalités de collaboration entre l'intercommunalité et les communes membres ;
VU la délibération n°003-2022 du Conseil Communautaire en date du 28 février 2022 fixant les modalités de collaboration entre la Communauté de Communes et ses communes membres ;
VU la délibération n°004-2022 en date du 28 février 2022 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et fixé les modalités de concertation mise en œuvre à l'occasion de cette procédure ;
VU la délibération n°058-2025 du conseil communautaire en date du 26 mai 2025 actant du débat sur les orientations générales du PADD qui s'est tenu en séance du conseil communautaire ;
VU la délibération n°115-2025 du 08 décembre 2025 du conseil communautaire portant nouveau débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du P.L.U.I. afin de réviser les objectifs chiffrés de création de nouveaux logements et d'accueil de population ;
VU la Conférence des maires, le 2 février 2026 pour procéder aux derniers arbitrages avant arrêt du projet du PLUi ;
VU l'avis favorable de la conférence des Maires réunie le 9 février 2026 ;
VU la délibération n° 029-2026 du conseil communautaire en date du 23 février 2026 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal ;
VU le projet de PLUi arrêté transmis à la commune le 04 MARS 2026

CONSIDÉRANT que le conseil communautaire de la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas a tiré le bilan de la concertation et arrêté le PLUi par une délibération du 23 février 2026.

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, les communes membres disposent d'un délai de trois mois à compter de la transmission du projet arrêté pour rendre un avis ;

CONSIDÉRANT qu'à défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable ;

CONSIDÉRANT que le conseil municipal a examiné les documents constitutifs du projet de PLUi ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'avis défavorable, la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas sera tenue de réarrêter le projet de PLUi.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 10 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Article 1 :

Émet un **avis favorable** sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté.

Article 2 :

Cet avis est assorti des observations suivantes :

- Emplacements réservés :
 - Ajouter un emplacement pour création d'ouvrage de défense incendie au lieu-dit « Cornier » sur parcelles F 814 et F1419.
- Zonage (règlement graphique) :
 - Parcelle AB 546 : retirer le classement « parcs et jardins à protéger ». Cet ensemble végétal est non entretenu et ne correspond en aucun cas à un jardin.
 - Au lieu-dit « Jean Bezin » plusieurs parcelles sont classées en zone Agricole. Or elles sont enclavées au milieu d'une zone urbaine dense et sont en pente et difficile d'accès. Pour éviter la cohabitation entre résidentiel et agriculture, la commune demande le classement en zone N pour les parcelles D738, D739, D127 (en partie), AB98 (en partie), AB95 (en partie) et AB30 (partie : à l'alignement de la AB489).
 - Au lieu-dit « sous la fontaine », en périphérie du bourg, les parcelles AB 126, AB127, AB313 et AB314, portées sur le document graphique en zone N, sont en cours d'acquisition par la commune, pour la création de jardins ouvriers. Afin de pouvoir réaliser ce projet, la commune demande un classement en zone NL.
 - Au bourg, la parcelle AB63 est classée en zone Ue. Or la commune n'a aucun projet d'équipement public sur cette parcelle, qui n'est pas portée en emplacement réservé. Donc demande de classement en zone Uc, comme les parcelles contiguës
 - Dans le bourg, à proximité de l'école, la commune a répertorié un emplacement réservé, sur les parcelles AB433 (en partie) et AB441, pour la création de places de stationnement. Cette zone est classée en Agricole, inenvisageable à proximité d'un établissement scolaire et d'une zone urbaine. Pour réaliser ce projet, nous demandons un classement en Ue.
- OAP sectorielles :
 - Site RD 118 : n°23. Le conseil souhaite modifier les prescriptions d'aménagement. Les lots sur le terrain ouest, ne peuvent pas être desservis par l'avenue Jean Jaurès car un emplacement réservé est prévu pour un cheminement piéton, accompagné de plantations. Dès lors l'accès doit être réalisé sur le chemin de Saraillé. Vu la topographie du terrain sur la grande majorité de la bordure (talus de 1,5m de haut), un seul accès doit être envisagé sur le point le plus bas. Le descriptif de l'implantation des habitations doit donc être modifié, avec 1 seul accès pour desservir les 3 habitations.
 - Site BONNET : n°24. Le tracé pour l'accès à cette unité foncière ne correspond pas au parcellaire du cadastre.

Article 3 :

La présente délibération sera transmise à la Communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

Objet : Vente bien communal

Parcelle AB 293 : 9 Place
Charles de Gaulle

Délibération n° 60-2026
Transmis Préfecture le
02/06/2026
Publié le 01/06/2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal que le bâtiment dit « maison Ferrari » situé 9 place Charles de Gaulle, propriété de la commune est inoccupé depuis plusieurs années. Il sert à ce jour à stocker du matériel appartenant au comité des fêtes de Prayssas. Ce bâtiment d'une surface au sol de 104 m², cadastré section AB 293 se dégrade et nécessitera à termes des travaux d'entretien lourds. Il peut faire l'objet d'une réhabilitation avec la création de logements. La commune n'a pas vocation à mener une telle opération. Aussi M. le Maire propose de mettre ce bien à la vente, auprès d'agences immobilières. Il précise que ce bien est situé au cœur du bourg, face à l'église. Par sa situation géographique et le caractère urbanistique du bourg, il sera nécessaire de porter une attention particulière au projet des futurs acquéreurs. M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DECIDE de céder la parcelle AB 293 d'une surface au sol de 104 m² située 9 place Charles de Gaulle pour un montant de 80 000€ négociable.

PRECISE que le bien vendu n'est pas affecté à l'usage du public et n'est pas affecté à un service public.

AUTORISE M. le Maire à signer un mandat de vente sans exclusivité pour la mise en vente de ce bien auprès d'agences immobilières,

INDIQUE que le conseil municipal souhaite être informé du projet envisagé par les futurs acquéreurs, afin de respecter le caractère du cœur de bourg.

AUTORISE M. le Maire ou l'adjoint qu'il aura désigné pour signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant au dossier.

PRECISE que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur

Objet : Etablissement public
foncier Nouvelle-Aquitaine

Publicité pour vente des
parcelles AB 196-197-198-
199 : Ilot Pradelle

Délibération n° 61-2026
Publié le 01/06/2026

M. le Maire rappelle au conseil municipal la convention signée avec l'EPFNA pour l'acquisition des parcelles de l'ilot Pradelle et notamment les parcelles AB 196 -197-198-199. Ces parcelles forment un ensemble foncier avec une toiture commune.

Il rappelle que ces parcelles sont aujourd'hui propriété de l'EPFNA qui s'est porté acquéreur pour le compte de la commune. A l'issue de la convention, si aucun acquéreur ne s'est positionné la commune devra acheter à l'EPF ce bien.

Celui-ci peut faire l'objet d'une réhabilitation avec la création de logements. Cependant la commune n'a pas vocation à mener une telle opération.

M. le Maire précise que des contacts ont été pris avec des investisseurs potentiels, sans retour positif à ce jour.

Aussi M. le Maire propose de solliciter le service de l'EPFNA, afin de connaître les possibilités pour réaliser une publicité de vente de ce bien.

M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DECIDE de solliciter l'EPFNA pour procéder à une publicité pour la vente de ce bien.

FIXE le prix de vente à 40 000€ net vendeur.

CHARGE M. Le Maire de réaliser les démarches nécessaires.

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE

Reçu le 06/07/2026

Objet : Local 1 Rue Voltaire

Bail et montant du loyer

Délibération n° 62-2026

Transmis Préfecture le
29/05/2026

Publié le 01/06/2026

M. le Maire informe le conseil municipal que l'occupant du local situé 1 rue Voltaire a donné son congé pour une fin de bail au 30/09/2026.

Il indique qu'un nouveau professionnel de santé souhaite s'installer sur la commune, dans le futur pôle de rééducation. Le temps de la réalisation de ce projet, M. le Maire a proposé d'occuper le local qui va se libérer rue Voltaire.

Afin d'accompagner et soutenir cette nouvelle installation, il propose de recourir au bail dérogatoire au statut des baux commerciaux et de fixer le montant du loyer

Il rappelle que lors de la réunion du 30 mars 2026, le conseil municipal lui a confié délégation pour décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans – L2122-22 (5°).

M. le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

Considérant la délégation confiée au maire en date du 30 mars 2026

EMET un avis favorable à la conclusion d'un bail dérogatoire au statut des baux commerciaux pour le local situé 1 rue Voltaire

DECIDE de fixer, dans le cadre de ce bail précaire, le prix mensuel du loyer à 280 € (sans TVA)

Objet : Agence technique
départementale « Lot-et-
Garonne Ingénierie »

Représentant de la commune

Délibération n° 63-2026

Transmis Préfecture le
29/05/2026

Publié le 01/06/2026

M. le Maire informe le conseil municipal que la commune adhère à l'agence technique « Lot-et-Garonne Ingénierie ».

Cette agence est chargée d'apporter, aux collectivités territoriales et aux établissements publics intercommunaux du département qui le demandent, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier.

M. le Maire précise que étant membre de cette agence, la commune doit désigner un représentant au sein de l'assemblée générale de l'agence

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 12 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention**

DESIGNE M. Le Maire, Philippe BOUSQUIER en qualité de titulaire pour siéger à l'assemblée générale

Questions/Affaires diverses

- Fête du Savoir-Faire : 7 juin plusieurs arrêtés
- Trail des Coteaux : 13 juin matin courses des enfants
- Distribution du grapillon
- Salon du livre « Les Vendanges littéraires » 20 auteurs inscrits
- Courrier ministère de la Santé : ARS a téléphoné à la mairie pour accompagnement

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 30.

Délibération n° 55-2026

Délibération n° 56-2026

Délibération n° 57-2026

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

Délibération n° 58-2026
Délibération n° 59-2026
Délibération n° 60-2026
Délibération n° 61-2026
Délibération n° 62-2026
Délibération n° 63-2026

Approuvé au conseil municipal du 29 juin 2026

M. Philippe BOUSQUIER,
Maire,

Michel CORRADINI
Secrétaire de séance,



AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

ANNEXE 1

AR Prefecture

047-214702136-20260526-55_2026-DE
Reçu le 29/05/2026



COMMUNE DE PRAYSSAS

PROCES VERBAL SÉANCE DU 28 AVRIL 2026

Nombre de Conseillers :
En exercice 15
Présents 15
Votants 15

Le vingt-huit avril deux mille vingt-six à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Prayssas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Michel CORRADINI, doyen d'âge.

Date de convocation :
22 avril 2026

PRESENTS : Philippe BOUSQUIER, Sonia BENASSY, Christiane BERTEAU, Jean-Pierre BRACQUEMART, Carole CAUBET, Michel CORRADINI, Laurent FLORENTIN, Joël LABAT, Françoise LACOMBE, Gérard MALAURE, Charles MERLY, Catherine MOULIN, Christian PECOURNEAU, Patricia POTHIER, Soumaya ZINE.

Secrétaire de séance : Michel CORRADINI



Objet : Approbation Procès-Verbal

Vu le procès-verbal de la séance du 30 mars 2026.

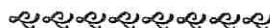
Séance du 30 mars 2026

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 15 voix Pour dont 0 pouvoir, 0 voix Contre et 0 Abstention

Délibération n° 43-2026
Transmis Préfecture le 05 05 2026
Publié le 04 05 2026

ADOpte le procès-verbal de la séance du 30 mars 2026

ANNEXE I



Objet : Amortissement des subventions d'équipement versées en 2025

Délibération n° 44-2026
Transmis Préfecture le 05 05 2026
Publié le 04 05 2026

M. le Maire rappelle que des subventions d'équipement ont été versées en 2025, au compte 204182 (nomenclature M57) pour un montant de 6 187€ au syndicat TE 47 pour l'effacement du réseau basse tension sur le secteur de « Bévian », et au compte 20422 (nomenclature M57) pour un montant de 2 000€ à des particuliers dans le cadre de l'opération « Façades ».

Il précise que les subventions d'équipement versées sont amorties sur une durée maximale de 5 ans lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé ou de 15 ans lorsque le bénéficiaire est un organisme public : le compte 681 « dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions » est débité par le crédit du compte 2804182 « bâtiments et installations - autres organismes publics » et du compte 280422 « bâtiments et installations - privé » (nomenclature M57).

M. le Maire indique qu'il est nécessaire de prévoir au BP 2026 les crédits nécessaires à cette opération d'ordre et demande au Conseil Municipal de bien vouloir délibérer, notamment sur la durée de l'amortissement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE d'amortir sur l'exercice 2026, les subventions d'équipement versées en 2025 :

- pour un montant de 6 187€, somme versée à TE47 dans le cadre de l'effacement de réseau basse tension à « Bévian ».
- pour un montant de 2 000€, somme versée à des particuliers dans le cadre de l'opération « Façades ».

Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026
1/20

AR Prefecture

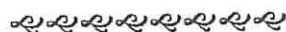
047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260526-55_2026-DE
Reçu le 29/05/2026

PRECISE en conséquence que les crédits nécessaires à cette opération d'ordre seront inscrits au BP 2026 :

Article dépenses 681 : 8 187€
Article recettes 2804182 : 6 187€
Article recettes 280422 : 2 000€



Mr le Maire présente le projet d'attribution de subventions aux associations

Objet : Subventions aux associations

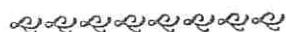
Exercice comptable 2026

Le Conseil Municipal, après délibérations,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

Délibération n° 45-2026
Transmis Préfecture le 05 05 2026
Publié le 04 05 2026

DECIDE d'inscrire les subventions suivantes au BP 2026

ADMR PRAYSSAS	1000
AMICALE LAÏQUE PRAYSSAS	1450
AMICALE SAPEURS POMPIERS PRAYSSAS	1000
ASSO ANC COMB PRIS GUERRE	250
ASSO ANIMATIONS TOURISME ET LOISIRS	160
ASSO ARSRC- AU BONHEUR DES CHEVAUX	160
ASSO ATOUTS CRINS	900
ASSO CHOUETTE AMIS BADISTES 47	300
ASSO CLUB LES COTEAUX DORES DE PRAYSSAS	110
ASSO PARENTS D'ELEVES PRAYSSAS	900
ASSO PAYSAGES ET PATRIMOINES CDC CANTON PRAYSSAS	160
ASSO PREVENTION ROUTIERE - COMITE DE L&G	50
ASSO SCLAP	160
COMITE DES FETES	350
COOPERATIVE SCOLAIRE PRAYSSAS	1100
RADIO BULLE	50
RADIO 4	50
UCAP	100
ASSO SPORT LOISIR DETENTE	200
SECOURS POPULAIRE SAINTE LIVRADE	50
SECOURS CATHOLIQUE PERIGORD AGENAIS	50
ASSO COP-T	300
ASSO SPORT NATURE DES COTEAUX DE PRAYSSAS	300
AAPPMA LES PECHEURS PORTAIS	160
CLUB INTERNATIONAL DE PRAYSSAS	160
LA PEDALE PRAYSSASSAISE	200
EPHEM' ART PRAYSSAS	160



Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026
2/20

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260526-55_2026-DE
Reçu le 29/05/2026

Objet : Vote des taxes d'imposition
des taxes directes locales pour 2026

Délibération n° 46-2026
Transmis Préfecture le
03 05 2026
Publié le 04 05 2026

M. le Maire rappelle que les communes et EPCI doivent adopter, avant le 30 avril 2026, les taux de taxes d'imposition applicables sur leur territoire pour ce qui concerne la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB), la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE), le cas échéant.

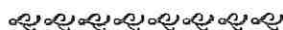
Il rappelle que les articles 1636 B sexies à 1636 B et 1639 A du code général des impôts (CGI) régissent les règles de fixation et de vote des taux des impôts locaux par les communes et les EPCI. Ces dispositions précisent notamment les modalités de variation des taux des différentes taxes locales, ainsi que les délais et conditions de vote.

M. le Maire donne connaissance de l'état de notification des taux d'imposition des taxes directes locales de 2025

Le Conseil Municipal, après délibérations,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE de retenir les taux d'imposition suivants d'imposition applicable à chacune des taxes directes locales pour l'année 2026 :

Taux de TAXE SUR LE FONCIER BATI :	40.80%
Taux de TAXE SUR LE FONCIER NON-BATI :	52.20%
Taux de TAXE D'HABITATION (résidences secondaires Et locaux vacants) :	11.16%
Taux de COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES :	18.94%



Objet : Provision pour
risques

RODP Frais de justice restes à
recouvrer

Délibération n° 47-2026
Transmis Préfecture le
03 05 2026
Publié le 04 05 2026

M. le Maire indique que toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT) :

- La provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. »
- La provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure.
- La provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le comptable public, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M57, la commune peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire. Le régime de droit commun est le régime des provisions semi-budgétaires qui permet l'inscription dans les dépenses réelles de la collectivité d'une dotation en provision, sans contrepartie en recettes d'investissement. Les provisions seront ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donneront lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque ne sera plus susceptible de se réaliser.

M. le Maire informe le Conseil Municipal de procédure débutée fin 2023 pour récupérer l'indemnité d'occupation du domaine public pour un terrain d'une surface de 95 m² situé Place de la Halle au chasselas sur lequel sont implantés des installations téléphoniques automatiques.

Il indique que dans la suite de cette démarche, il conviendra d'émettre sur l'exercice comptable 2026 un titre d'un montant de 28500 € pour l'occupation du domaine public pour l'année 2025. Ce titre devrait faire l'objet d'une contestation.

M. Le Maire précise qu'il est, également, nécessaire d'inscrire une provision pour les frais de justice qui pourraient être mis à la charge de la commune. Il propose d'inscrire la somme de 6000€, afin de couvrir les frais sur les dossiers déjà engagés

Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026
3/20

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260526-53_2026-DE
Reçu le 29/05/2026

Vu la proposition d'inscrire au budget primitif les provisions pour risques ci-dessous :

Au compte 691 : Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges de fonctionnement par une opération semi-budgétaire, le compte 15111 Provisions pour litiges et contentieux (non budgétaire) sera crédité chez le comptable.

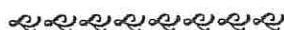
Pour l'exercice 2025, le risque est estimé à la totalité de la somme mise en recouvrement soit 28500 €, auquel s'ajoute les frais de justice soit 6000€ portant à un montant total de 34500€.

Vu l'instruction budgétaire M57,

Vu les articles L 2321-2 et L 2321-3 du CGCT,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DECIDE d'inscrire au budget primitif 2026 la provision semi-budgétaire telle que détaillée ci-dessus soit 34500€.



Vote les propositions nouvelles du Budget Primitif de l'exercice 2026 :

Objet : Vote du budget
primitif 2026

*Délibération n° 48-2026
Transmis Préfecture le
03 05 2026
Publié le 04 05 2026*

Investissement

Dépenses : 979 114,00

Recettes : 901 451,00

Fonctionnement

Dépenses : 1 498 303,00

Recettes : 1 498 303,00

Pour rappel total budget :

Investissement :

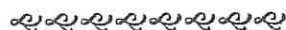
Dépenses : 1 057 546,00 (dont 78 432,00 de RAR)

Recettes : 1 057 546,00 (dont 156 095,00 de RAR)

Fonctionnement :

Dépenses : 1 498 303,00 (dont 0,00 de RAR)

Recettes : 1 498 303,00 (dont 0,00 de RAR)



Objet : Recrutement agents
contractuels de droit public
de remplacement

Autorisation donnée au Maire

*Délibération n° 49-2026
Transmis Préfecture le
30 04 2026
Publié le 04 05 2026*

Le conseil municipal,

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L332-13

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires ou de contractuels de droit public indisponible,

Sur le rapport de Mr le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

AUTORISE Mr le Maire pour la durée de son mandat à recruter en tant que de besoin des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par l'article L332-13 du Code général de la fonction publique précité pour remplacer des fonctionnaires momentanément indisponible (ou des agents contractuels de droit public) ;

Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026

4/20

Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026

11/14

12/14

AR Prefecture

047-214702136-20260629-64_2026-DE
Reçu le 06/07/2026

AR Prefecture

047-214702136-20260526-55_2026-DE
Reçu le 29/05/2026

- Délégué titulaire : M. Joël LABAT
Délégué suppléant : M. Charles MERLY

~~~~~

Objet : Désignation du  
correspondant Défense

Délibération n° 52-2026  
Transmis Préfecture le  
03 05 2026  
Publié le 04 05 2026

M Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le courrier de la Délégation Militaire Départementale de Lot-et Garonne relatif au réseau des élus correspondant défense dont la prochaine réunion se tiendra sous l'égide de M. le Préfet.  
Il précise qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un correspondant défense au sein de la commune

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DESIGNE Mme Sonia BENASSY correspondant Défense de la commune de Prayssas

~~~~~

Objet : Désignation d'un
correspondant « Incendie et
Secours »

Délibération n° 53-2026
Transmis Préfecture le
03 05 2026
Publié le 04 05 2026

Vu la loi N°2021-1520 du 25 novembre 2021, dite « loi MATRAS » imposant pour chaque commune la désignation d'un correspondant incendie et secours.

Considérant la nécessité de désigner un correspondant incendie et secours au sein du conseil municipal.

M. le Maire précise que sous son autorité, le correspondant incendie et secours peut :

- participer à l'élaboration et à la modification des arrêtés, conventions et documents opérationnels, administratifs et techniques du service local d'incendie et de secours relevant de la commune,
- concourir à la mise en œuvre des actions relatives à l'information et à la sensibilisation des habitants de la commune aux risques majeurs et aux mesures de sauvegarde,
- concourir à la mise en œuvre par la commune de ses obligations de planification et d'information préventive,
- concourir à la définition et à la gestion de la défense extérieure contre l'incendie de la commune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

DESIGNE en qualité de correspondant incendie et secours MME Christiane BERTEAU

PRECISE que ses coordonnées seront transmises aux services de l'ETAT via le formulaire dédié

~~~~~

Objet : Commission  
communales des Impôts

Délibération n° 54-2026  
Transmis Préfecture le  
07 05 2026  
Publié le 04 05 2026

M. le Maire indique au Conseil Municipal que suite au renouvellement du Conseil Municipal il convient de constituer une nouvelle commission communale des impôts directs.

Il précise que, outre le Maire ou l'adjoint délégué qui en assure la présidence, cette commission est formée de six commissaires.

Ces commissaires et leurs suppléants seront désignés par Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques au vu de la proposition du Conseil Municipal qui doit présenter une liste de contribuables en nombre double.

Le Conseil Municipal, après délibérations,  
Par 15 voix Pour, 0 voix Contre et 0 Abstention

PROPOSE à Monsieur le Directeur des Services Fiscaux la liste suivante :

Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026  
6/20

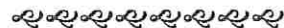
**AR Prefecture**

047-214702136-20260629-64\_2026-DE  
Reçu le 06/07/2026

**AR Prefecture**

047-214702136-20260629-64\_2026-DE  
Reçu le 06/07/2026

|    | TITULAIRES     |                | SUPPLEANT   |             |
|----|----------------|----------------|-------------|-------------|
| 1  | PECCOURNEAU    | Christian      | BERTEAU     | Christiane  |
| 2  | CORRADINI      | Michel         | MALAURE     | Gérard      |
| 3  | POTHIER        | Patricia       | FLORENTIN   | Laurent     |
| 4  | VACHEYROU<br>X | Gilbert        | BRACQUEMART | Jean-Pierre |
| 5  | CELESTINE      | Annie          | BACH        | Sandrine    |
| 6  | BOSCHER        | Dominiqu<br>e  | CHOQUET     | Martine     |
| 7  | WAETERLOOS     | Clémentin<br>e | FAVRETTO    | Patrick     |
| 8  | GARCIA         | Ghislaine      | GUITTONNEAU | Yannick     |
| 9  | GRAMATICA      | André          | RUGGERI     | Nicole      |
| 10 | CASSANT        | Jean-Yves      | LALANNE     | Michel      |
| 11 | SOLIS          | Frédéric       | LABRUNIE    | Maurice     |
| 12 | MASCARIN       | Nicole         | GOURIOU     | Noël        |

**Questions/Affaires diverses**

- Présentation d'un courrier de soutien à la MSA pour le rôle essentiel dans nos territoires ruraux.
- Cérémonie du 8 mai : rendez-vous à 11h30 devant la mairie
- Foire aux beaux jours : le dimanche 03 mai
- Projet d'installation d'une orthophoniste pour renforcer l'offre de santé sur le territoire
- Délégué TE 47 : M. Gérard MALAURE est élu au comité syndical de TE47.
- Un OMAC (Office Municipal d'Animation Culturelle) est en cours de constitution
- Réflexion pour la mise en vente des bâtiments dits « Ilot Pradelle » et « Maison Ferrari » : prévoir de fixer des montants de prix de vente au prochain conseil municipal

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 35.

Délibération n° 43-2026  
Délibération n° 44-2026  
Délibération n° 45-2026  
Délibération n° 46-2026  
Délibération n° 47-2026  
Délibération n° 48-2026  
Délibération n° 49-2026  
Délibération n° 50-2026  
Délibération n° 51-2026  
Délibération n° 52-2026  
Délibération n° 53-2026  
Délibération n° 54-2026

Approuvé au conseil municipal du 26 mai 2026

M. Philippe BOUSQUIER,  
Maire,

Michel CORRADINI  
Secrétaire de séance.



Procès-verbal de la séance du 28 avril 2026  
7/20